



Lors du Conseil des ministres de ce mercredi 17 octobre 2012, le Président de la Transition a invité le Vice-Premier Ministre chargé du Développement et de l'Aménagement du territoire -assurant l'intérim du Ministre des Finances et du Budget parti en mission à Bruxelles-, à présenter les grandes lignes du PACEM (Projet d'appui au cycle électoral de Madagascar) qui vient d'être remis à la partie malagasy par les experts des Nations Unies.

Ainsi, le VPM Hajo Andrianainarivelo a fait savoir que le PACEM, conçu et élaboré par les experts des Nations unies, a reçu la validation de cette instance internationale et devra être signé par la partie malagasy conjointement avec le PNUD. Mais il a fait remarquer que, tout compte fait et contrairement à ce qui a été annoncé auparavant, **le PACEM est devenu un simple document indicatif et ne comporte aucun engagement de la Communauté Internationale à financer les futures élections**

. Et lui de rappeler que, jusqu'à ce jour, l'Etat malagasy a apporté une importante contribution dans les préparatifs électoraux. En effet, 6,300 milliards d'Ariary (

soit près de 3 millions de dollars US

) ont été octroyés à la CENIT, tandis que la Communauté Internationale, elle, a apporté près de 239 000 dollars US. En tout cas, il a déclaré que l'Etat malagasy a honoré le chronogramme établi.



Le Président sénégalais, Macky Sall et le Président Andry Rajoelina, au siège des Nations Unies de New York en septembre 2012

De ce fait, le Président de la Transition a préconisé la tenue d'un Conseil de Gouvernement extraordinaire pour analyser, dans ses moindres détails, le PACEM. Et il a fait remarquer que si le montant total du budget électoral, conçu et élaboré par les Nations Unies pour Madagascar, s'élève à 71 millions de dollars US, les deux tours des récentes élections présidentielles au Sénégal n'ont requis qu'une enveloppe financière d'un montant de 15 millions de dollars US (**pour le même nombre d'électeurs qu'à Madagascar**

). Il a également rappelé que, au bout du compte, la Communauté Internationale n'a apporté le moindre dollar US dans l'organisation des élections présidentielles en Mauritanie, en dépit de son engagement. Il a de même rappelé que la Communauté Internationale a promis d'apporter ses aides financières au fonctionnement du Parlement de la Transition, ce qui ne fut point chose faite jusqu'à ce jour.

En tout cas, le Président de la Transition a annoncé que, contrairement à la déclaration faite par la CENIT, la Communauté Internationale a déclaré que l'existence de parts contributives de chaque camp (**Etat malagasy et Communauté Internationale**) n'est qu'un engagement unilatéral de la CENIT. Ce qui l'a ainsi amené à constater que, jusqu'à ce jour, rien n'est encore clair sur la part contributive, en matière de financement, devant être apportée par la Communauté Internationale dans les préparatifs électoraux.

De ce fait, le Chef de l'Etat a donné consigne au Chef du Gouvernement de réitérer, de plus fort, que le Gouvernement malagasy s'engage à supporter les montants des postes budgétaires mis à la charge de l'Etat malagasy, sous différentes formes (*financières, matérielles et de logistiques*).

Recueillis par Jeannot Ramambazafy

Source : Le Chargé de la Communication à la Présidence de la Transition

Antananarivo, le 17 octobre 2012

A présent, il faudrait effectivement savoir à quoi jouent les Nations unies censées inclure les composantes de la fameuse Communauté internationale.



Le Président Andry Rajoelina et Fatma Samoura, au Palais d'Etat d'Ambohitsorohitra, en décembre 2011

En effet, en février 2012, le Système des Nations Unies a annoncé le débloqué de 151 millions de dollars « *pour soutenir Madagascar dans son processus de développement pendant la période 2012-2013*» .

Ah bon ? En prime, Fatma Samoura, coordonnatrice résidente du SNU, avait déclaré que « *la signature d'un accord entre son organisation et le gouvernement malgache aura lieu vers la fin de cette semaine*» .

Il s'agissait sans doute de ce PACEM. Les élections (libres, justes, etc.) seules mettront fin à cette période de transition et un retour vers la constitutionnalité. Or, ce budget de pays riches pour pays pauvres semble être un fourre-tout pour se donner bonne conscience.

